

Les déclarations de la liberté sous la Révolution

Ce thème permet d'aborder les libertés, sous leur angle positif après les avoir abordées sous leur aspect négatif : l'esclavage.

Au début de Juillet 1789, une brochure anonyme intitulée « de la liberté et des devoirs d'un homme » circule dans Paris. Elle témoigne l'esprit du temps sur la notion de liberté : divisée en trois séries de libertés :

- La liberté individuelle de propriété,
- La liberté de pensée,
- La liberté d'imprimer.

On remarquera l'importance donnée à la liberté individuelle, alors que la liberté se pensait encore collectivement.

Néanmoins, ce texte ne reflète pas l'opinion générale : la très grande majorité des brochures politiques parisiennes de cette saison se montrent franchement hostiles à toute déclaration des droits : tournant même en dérision les prétentions « métaphasiques des *députés déclarateurs* » : « l'abus de la liberté » est alors leur formule.

Dans leur petite brochure, l'abus de la liberté et les droits de l'Homme y apparaissent comme inutiles et dangereux. L'abus de liberté ne peut qu'inciter le peuple à abuser de tous les droits et détruire la monarchie établie.

Le débat sur les droits de l'Homme s'annonce donc particulièrement controversé. Il passe d'ailleurs sur le moment pratiquement inaperçu : les journalistes de cet été sont passionnés par la nuit du 4 août, avec l'abolition des privilèges et surtout le débat sur le veto royal autorisant ou non le Roy à suspendre l'activité législative de l'Assemblée. Ce débat sur le veto est d'ailleurs celui qui divise l'Assemblée entre droite et gauche.

Le débat consacré aux droits de l'Homme n'apparaît donc pas essentiel et les conditions de sa discussion ne favorisent pas sa prise en compte : largement étalé dans le temps et ponctué d'événements dramatiques, il apparaît pour beaucoup, comme passablement abstrait, trop éloigné des préoccupations du Royaume.

Lorsque Mounier devant l'Assemblée introduit la réflexion parlementaire sur les droits de l'Homme, il ne les envisage pas isolément. Il ne peut pas le faire : il annonce qu'il veut traiter de la Constitution au sens général. Laquelle est susceptible d'intéresser, depuis le 20 juin date à laquelle les députés ont prêté serment de ne pas se séparer avant l'adoption d'une constitution.

Mounier peut donc présenter certains points dans une déclaration. Il lui faut démontrer la nécessité d'un tel texte. Pour lui, l'instant favorable de la Déclaration est venu : il faut profiter des dispositions favorables de Sa Majesté, quand la liberté sera fixée les bonnes lois se présenteront naturellement. Son discours pose donc comme principe premier la fixation de la liberté dans une déclaration des droits.

I – La liberté ,dans la déclaration de 1789

La volonté de mettre à l'ordre du jour la question des droits de l'Homme est concrétisée le 6 juillet 1789 dans la décision de former un Comité de distribution du travail sur la Constitution. La place du Comité caractérise le travail de la législature. L'influence et l'impuissance des comités sont des constantes : le projet d'un comité est toujours préféré au projet d'un membre seul. Ainsi le projet de La Fayette, salué par les constituants, ne sera-t-il voté que superficiellement et jamais les projets de Siéyès et Mounier ne font l'objet de séances publiques.

Dès lors, comités différents vont se relayer : le premier est le comité de distribution (6 membres), suivi du comité de Constitution (14 juillet : 18 membres), puis le « comité des 5 » est désigné le 12 août.

Chaque comité travaille plus ou moins rapidement : 3 jours pour le premier, 12 jours pour le second) et 15 jours pour le troisième. Chacun présente un rapport par l'intermédiaire de l'un de ses membres :

- Le 1^{er} est présenté par Mounier
- Le 2^{ème} par Jérôme Champion de Cicé
- Le 3^{ème}, par Mirabeau

Vont alors s'affiner les contours de la Déclaration.

A / La Déclaration de 1789

Les discussions sur l'opportunité puis le contenu de la Déclaration commencent le 6 juillet avec l'institution du Comité de distribution.

Cet été fut particulièrement chaud. Ce qui fait comprendre les circonstances singulières : les discussions, interrompues après le 14 juillet, reprennent le 1^{er} août. Au moment de cette reprise les premières nouvelles de la Grande Peur arrivent : les paysans s'ameutent et les châteaux flambent. La menace provoque l'abolition partielle des droits féodaux : le zèle législatif s'inscrit en réponse aux émeutes.

Dès lors, les constituants cherchent à fixer *le plus vite possible* le cadre politique de leurs travaux.

Un député breton, Le Guen de Kérangall monte à la tribune pour y déclarer : « ne voulez vous donner des lois qu'à la France dévastée ? »

Cette supplique doit être bien comprise dans le contexte : elle est celle d'un constituant qui énonce le principe de la loi : pour peu qu'elle soit légitime, la loi doit prévenir la destruction de la société. C'est le principe même de la dynamique de la loi.

A l'élan destructeur qui anime les provinces, le législateur doit opposer de **bonnes lois** : la déclaration et l'abolition des privilèges visent à permettre la conservation du corps social alors menacé de dissolution.

C'est au matin du 4 août, au plus fort de l'anxiété, que l'Assemblée décide qu'une déclaration devra précéder la Constitution.

Dès le 12 août, le comité des 5 est chargé de rédiger un texte à partir des projets qui lui sont soumis.

Au lieu de renvoyer à des temps plus sereins les questions de principe, la Constituante prend le parti de les traiter en priorité, sans ouvrir de débat philosophique, simplement, afin de pouvoir légiférer.

En deux semaines l'Assemblée se dote d'un dispositif lui permettant de gagner une légitimité et éviter le chaos imminent.

La Déclaration sert, de manière pratique, à garantir des droits. Cette garantie étant elle même la garantie existentielle de la Constitution.

La Déclaration est conçue avec pragmatisme pour établir une continuité rigoureuse entre des principes déclarés et une Constitution.

Pour que la Déclaration s'impose et résiste aux facteurs de dissolution qui menacent le corps social, elle doit avoir force de loi.

En déclarant les droits de l'Homme et du citoyen, les constituants veulent inclure ces droits dans le système des lois. L'article 16 va donner à la déclaration une sorte de conscience constitutionnelle.

Par cet article la garantie des droits est la raison d'être d'une Constitution qui est la loi suprême.

Les constituants restent conscients du caractère illusoire de leur projet et ne sont pas convaincus de la force de leur texte et cette attitude emporte des conséquences directes sur la rédaction de la Déclaration.

L'Assemblée semble ainsi portée par la crainte de l'abus du droit que le citoyen pourrait faire des droits qu'elle proclame : *il s'ensuit des restrictions, conditions, précautions qui substituent des devoirs aux droits pourtant annoncés.*

L'Homme libre annoncé est ainsi remplacé par l'Homme lié tenu par la loi.

L'exemple du rôle du Comte de Mirabeau illustre bien cette perspective : le droit naturel influence très largement les premiers débats et le début du texte.

Mais son influence va s'estomper et la discordance va s'expliquer par un faux pas de Mirabeau : le 17 août en Assemblée Générale, Mirabeau donne lecture du rapport du comité des 5, chargé d'établir la synthèse des différents projets. De manière très inattendue, son rapport est hésitant : il insiste fortement sur les difficultés de la tâche et sa modestie inhabituelle choque une partie des députés. En effet, la Déclaration doit être un texte lancé à la face du Monde, on attend de Mirabeau des envolées sublimes. Or, ici rien de tout cela : le texte est mal imprimé, les députés sont contraints de corriger les épreuves en séance et le rapport se trouve très vivement attaqué, par le Vicomte de Mirabeau son frère cadet. Ce dernier mettant en cause certains articles (dont l'article 19).

Le Baron de Jessé reproche à Mirabeau la manière de traiter la lib : « la lib est une liqueur généreuse qui demande un vase solide pour la tenir... »

Mirabeau vexé se défend mal et se replie dans le silence pour n'en sortir que pour la question des cultes (20 août).

C'est alors le projet de Mounier qui va lui succéder.

Les modérés entraînés par Mounier imposent leurs conceptions libérales, qui emportent l'adhésion.

Dès la première phrase de l'article 1^{er} ambiguïté de la notion d'égalité éclate : « les Hommes naissent libres et égaux en droit » était initialement voulue par Mounier.

Mais Languinais et Pétion de Villeneuve proposent d'adjoindre le verbe « demeurer », Mounier s'y opposer mais le verbe sera maintenu.

Mounier regrette ce maintien, parce qu'il signifierait un renvoi aux droits naturels (du projet de Mirabeau). Lequel droit naturel va se retrouver assez rapidement neutralisé.

Dans l'article 2, il trouve une place assez ambiguë : proclamation d'un hommage et repliement des droits naturels.

Ce texte résonne ici comme une oraison funèbre : l'expression employée « ces droits sont » rappelle qu'une énumération est annoncée et elle est close, aucun esprit éclairé et personne ne doit se perdre à chercher ailleurs d'autres principes.

Cette clôture montre les contraintes et la brutalité de l'ordre nouveau, qui seul détermine quels sont les droits qu'il veut bien consacrer.

C'est la raison pour laquelle la Déclaration des droits de l'Homme n'est donc pas celle des droits naturels.

Elle se distingue en cela d'une soit-disant influence Américaine.

L'influence de ce dernier texte est à relativiser pour un certain nombre de raisons :

- La Déclaration d'indépendance Américaine s'applique à la situation très particulière des USA et les français cherchent à résoudre une situation différente qui leur est propre.
- Les Américains ne consacrent qu'un paragraphe au rappel des droits naturels et ce sont finalement les déclarations des droits de chaque état fédéré qui reprennent ces droits naturels.

Le marquis de la Fayette avait proposé la rédaction d'un article 1^{er} : « la nature a fait les hommes libres et égaux ». Mais cette proposition fut complètement oubliée.

Le droit naturel va apparaître très ponctuellement dans la Déclaration : aux articles 2 et 4 : c'est la loi qui arbitre les différents droits naturels.

Le droit naturel ne semble avoir servi que de façade.

Le principe de liberté, lui, résiste et se manifeste

B / Le statut de la liberté en 1789

La notion de liberté procède d'un texte qui *déclare* (C'est-à-dire qui rappelle, reconnaît, expose, constate. Ce sont d'ailleurs ces verbes qui sont répétés lors des travaux préparatoires). Et les principes énoncés doivent être simples.

Mounier demande d'ailleurs des *droits courts, simples, précis* : il faut de la simplicité des vérités incontestables à la portée de tous.

La simplicité de principe qu'offre la **liberté**, et qui explique qu'elle sera choisie, n'est pas sans inconvénient : ingrédient relativement simple, elle **peut être l'objet d'accommodement divers qui peuvent radicalement la transformer, premièrement dans les** :

- Article 1^{er}

La liberté est conçue comme une qualité dont la limite est la distinction sociale fondée sur l'utilité commune. Il faut lire entièrement, complètement l'article 1^{er} de la Déclaration :

Les hommes **naissent et demeurent** libres et égaux en droits. Les *distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*.

Le commentaire de cet article avait été donné comme sujet de l'année dernière

Il ne s'arrête pas là la première phrase : les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Cet article présente en résumé toute la complexité de la période estivale de 1789 : on doit proclamer de grands principes, mais on craint immédiatement l'abus que l'on pourrait en faire et la prudence explique la seconde phrase de l'article.

Qu'est ce l'utilité commune ? Aucune définition précise n'est donnée, sinon qu'elle est la justification à toutes les distinctions sociales possibles.

- Article 2

La **liberté** y est un **droit naturel est imprescriptible** et le premier des 4 droits naturels énoncés (liberté, propriété, sûreté et résistance à l'oppression)

Le but de toute association politique est la conservation des **droits naturels et imprescriptibles de l'Homme**. Ces droits sont la **liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression**.

- Article 4

La liberté devient un pouvoir : pouvoir faire ce qui ne nuit pas à autrui. Cette limite ne se confond pas avec celle de l'article 1^{er} ici la limite est individuelle et ponctuelle.

Ici, le contexte se marque le mieux :

La **liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui** : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de *bornes* que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la *Loi*.

De manière assez insidieuse, l'article 4 marque plus les limites de la liberté, qu'il convient de rappeler au moment où elle est définie comme un pouvoir et non-plus comme un droit.

On doit donc relever le terme qui précise ces freins : *BORNE*, qui est la limite d'une propriété.

Les deux termes propriété et liberté sont donc intimement liés.

Trois catégories distinctes qui se cumulent :

- Borne individuelle,
- borne collective et sociale et
- borne suprême : la loi (qui devant être l'expression de la volonté générale, devrait être comprise dans la seconde borne).

Mais la borne de la loi est l'expression du légicentrisme de l'époque.

La liberté, droit naturel, se trouve finalement coincée bornée dans un esprit de légicentrisme et l'expression de la loi commence à se manifester dans cet article pour ensuite se développer

tout au long de la Déclaration : dans sa définition fonctionnelle posée par l'article 5¹ dans sa nature définie à l'article 6² puis dans son rôle essentiellement répressif détaillé aux articles 7, 8, 9 et 10³.

La liberté est le lien essentiel entre la Déclaration et la Constitution. Cette dernière ayant pour fonction d'abolir irrévocablement les institutions qui violaient la liberté.

Et secondairement dans les :

- Article 10

Nul ne doit être inquiété pour ses **opinions, même religieuses**, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

. La liberté religieuse fait pourtant l'objet de désaccords vivement mis en valeur dans les cahiers de doléance : le clergé demandant la garantie des privilèges dont il jouit.

Le dictionnaire de (cf séance précédente) évoque les *libertés de l'Eglise gallicane*. On demande encore que le Roy défende la religion contre la philosophie moderne. Et le Tiers Etat est souvent radical sur ce point aussi.

Mais ce débat offre d'autres points de vue : au Sud la Sénéchaussée de Nîmes réclame la liberté du culte et l'égalité pour toutes les sectes (visant ici, la Religion Réformée).

Partant de la thèse que la liberté de pensée est un droit naturel également réservé aux non-catholiques, il faut donc leur réserver ce droit.

Sans utiliser le mot de liberté, cet article répond le mieux à la question de liberté.

- Article 11

La libre **communication des pensées et des opinions** est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

Le mot n'y apparaît pas, mais idée pourtant est très présente: la communication des pensées et des opinions est libre, sauf abus.

Se trouvent visées la liberté d'aller et venir de parler écrire et imprimer. Il manque une activité qui aurait été seule capable de les valider toutes : la liberté de publier. Omission importante : la Constitution de 1791 la rajoutera d'ailleurs. La liberté de publier serait elle un droit à constituer (??) et non à exprimer ?

- Article 14

Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la **contribution publique**, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

La liberté n'est pas citée non-plus, mais on rappelle la nécessité de la contribution publique: le consentement à l'impôt y apparaît comme principe de la fiscalité publique.

II La liberté après la Déclaration de 1789

La première Constitution Française de 1791 redéfinit déjà les droits de la Déclaration de 1789 et garanti comme droits naturels et civils quatre séries de libertés :

- Liberté à tout homme d'aller de rester partir sans pouvoir être arrêté ou détenu.
- Liberté de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées. Et d'exercer le culte religieux auquel on est attaché.
- Liberté de s'assembler paisiblement et sans armes.
- Liberté d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement.

¹ La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

² La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

³ Art. 7. -Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

Art. 8. -La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Art. 9. -Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 10. -Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

Ces libertés reprennent celles de la Déclaration mais en ajoutent également, montrant bien que le principe de liberté ne s'arrête pas en 1789.

A / Les Déclarations de 1793 à 1795

Au printemps 1793, la Convention Nationale discute d'un nouveau projet constitutionnel et d'une nouvelle Déclaration. La notion des droits de l'Homme a beaucoup évolué depuis 1789. Son originalité majeure réside dans l'accent mis sur l'égalité par rapport à la liberté.

Ce principe s'impose et apparaît dans l'article 2, avant la liberté la sûreté et la propriété :

Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

Et l'article 3 répète que les hommes sont égaux par nature devant la loi :

« Tous les hommes sont égaux par nature et devant la loi »
--

La liberté n'est pas délaissée : elle apparaît dans l'article 17 c'est la liberté d'entreprise :

Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.
--

Elle redéfinit le principe de la souveraineté nationale et l'article 6 de la Déclaration de 1793 donne la nature au principe de liberté : certaines libertés se trouvent renforcées celle de la personne, de culte :

La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui : elle a pour principe la nature; pour règle la justice; pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.

Et, bien sûr, l'article 35 qui proclame le droit à l'insurrection... Et qui a rendu cette déclaration inapplicable car les temps ne le permettaient pas :

Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Elle fut pourtant une référence chère aux mouvements révolutionnaires du XIX^{ème} siècle.

Le 22 août 1795, - 5 Fructidor, an III - , après la Terreur, une nouvelle déclaration est envisagée. La nouvelle majorité est composée de notables survivants de la Terreur. Ils n'ont pas le goût des innovations, veulent garantir leur propriété et surtout la liberté du commerce et de l'industrie.

Pourtant un certain nombre de conventionnels conteste la nécessité d'une déclaration des droits de l'Homme, qui *serait agitée constamment*.

On va néanmoins parvenir à en composer une : une déclaration des droits et des *DEVOIRS* de l'Homme et du citoyen.

Et la liberté va y apparaître :

Article 1^{er} de la déclaration des droits : la liberté y est reconnue comme le premier des droits de l'Homme.

Article 1 ^{er} : Les droits de l'homme en société sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété.

Elle est ensuite très sèchement définie : pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.

Article 2 : La liberté consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.

Ensuite, dans la déclaration des devoirs, l'article 9 dispose que :

Tout citoyen doit ses services à la patrie et au maintien de la liberté, de l'égalité et de la propriété, toutes les fois que la loi l'appelle à les défendre.
--

Dans ces deux déclarations, le bonheur commun, comme but de la société n'est pas affirmé.

Les déclarations ne mentionnent pas non plus le droit au travail à l'assistance à l'insurrection, qui étaient déclarés en 1793.

Le régime constitutionnel de 1795, parfaitement rigide, s'ouvre sur une période agitée de coups d'Etats qui placent Bonaparte au pouvoir (18 Brumaire).

Une ère nouvelle clôture la Révolution avec une nouvelle constitution : celle du 13 décembre 1799. Cette Constitution n'est pas précédée d'une déclaration.

Et cette absence est révélatrice.

Seul le titre 7 de la constitution porte quelques garanties pouvant de loin ressembler à des droits de l'homme : ce sont les articles 76 sur le domicile et 77 sur les conditions d'arrestation d'une personne :

Article 76. - La maison de toute personne habitant le territoire français, est un asile inviolable. - Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison. - Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet spécial déterminé ou par une loi, ou par un ordre émané d'une autorité publique.
Article 77. - Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être exécuté, il faut : 1° Qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi en exécution de laquelle elle est ordonnée ; 2° Qu'il émane d'un fonctionnaire à qui la loi ait donné formellement ce pouvoir ; 3° Qu'il soit notifié à la personne arrêtée, et qu'il lui en soit laissé copie.

On ne peut en conclure un exposé des libertés constitutionnelles : c'est aussi le moment du rétablissement de l'esclavage.

Aucune des constitutions du Consulat et de l'Empire ne sont précédées de déclarations.

Pourtant, ensuite, les libertés continueront d'être rappelées et déclarées.

B Evolution après 1789

- La Charte de 1814 de la Restauration possède une section portant sur le ***Droit public des français***, où la liberté individuelle est garantie par l'article 4 :

Article 4. - Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

- En 1815, titre 6 de l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire (les 100 jours), s'intitule ***Droit des citoyens***. Et la liberté individuelle y figure à l'article 61 :

Article 61. - Nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ni exilé, que dans les cas prévus par la loi et suivant les formes prescrites.

Liberté des cultes, à l'article 62 :

Article 62. - La liberté des cultes est garantie à tous.

Liberté d'imprimer et de publier à l'article 64 :

Article 64. - Tout citoyen a le droit d'imprimer et de publier ses pensées, en les signant, sans aucune censure préalable, sauf la responsabilité légale, après la publication, par jugement par jurés, quand même il n'y aurait lieu qu'à l'application d'une peine correctionnelle.

Le droit de pétition y est même reconnu à l'article 65 :

Article 65. - Le droit de pétition est assuré à tous les citoyens. Toute pétition est individuelle. Ces pétitions peuvent être adressées, soit au gouvernement, soit aux deux Chambres : néanmoins ces dernières même doivent porter l'intitulé : A Sa Majesté l'Empereur. Elles seront présentées aux Chambres sous la garantie d'un membre qui recommande la pétition. Elles sont lues publiquement, et si la Chambre les prend en considération, elles sont portées à l'Empereur par le président.

- A la restauration monarchique, une Charte de 1830 reprend les principes de celle de 1814.

- La Constitution de 1848, consacre aux ***droits de citoyens*** son chapitre 2.

Dans cette constitution, l'esclavage est aboli à l'article 6 :

Article 6. - L'esclavage ne peut exister sur aucune terre française.

La liberté de religion est proclamée à l'article 7 :

Article 7. - Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection. - Les ministres, soit des cultes actuellement reconnus par la loi, soit de ceux qui seraient reconnus à l'avenir, ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat.

La liberté de s'associer et pétitionner, à l'article 8 :

Article 8. - Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes, de pétitionner, de manifester leurs pensées par la voie de la presse ou autrement. - L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique. - La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

On lit même une liberté de l'enseignement à l'article 9

Article 9. - L'enseignement est libre. - La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois, et sous la surveillance de l'Etat. - Cette surveillance s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement, sans aucune exception.

Et une liberté de travailler à l'article 13 :

Article 13. - La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie. La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports, entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires, et l'établissement, par l'Etat, les départements et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés ; elle fournit l'assistance aux enfants abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources, et que leurs familles ne peuvent secourir.

Le principe de liberté ne semble pas explicitement renvoyer à la tradition révolutionnaire de 1789.

Chaque époque voulant créer pour elle sa propre liberté.

Avec la Constitution de 1852 art 1 titre 1 fait enfin une référence explicite à l'héritage révolutionnaire :

Article 1. - La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français.
--

La Déclaration de 1789 y est donc enfin exhumée, ouvrant dès lors une tradition de reprise en 1946, où les droits de 1789 semblent être désormais une référence susceptible d'être portée au plan national voire international.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte, à Paris, la DUDH. L'un de ses auteurs, René Cassin, assure vouloir s'inscrire dans la tradition de 1789, mais elle doit être nuancée :

René Cassin obtient que le projet de Déclaration Internationale devienne une « déclaration universelle », lequel terme rappellerait 1789.

Mais, vouloir rattacher à la Révolution Française des réalités issues de la Seconde Guerre Mondiale est assez limité.

Les droits tels que le droit à une nationalité ¹⁵, le droit d'asile ¹⁴, les droits économiques et sociaux sont eux aussi inconnus en 1789.

Les travaux préparatoires de la rédaction de la DUDH démontrent aussi que l'héritage de 1789 est très faible :

Ses origines sont diverses. En outre, elle est traduite en plusieurs langues.

Enfin, la référence à la Déclaration de 1789 reste très exceptionnelle dans les débats : les délégués français, Belge (Carton de Wiart), Chinois (Chang), Danois (Begtrup), s'y réfèrent...

En la critiquant d'ailleurs, car elle ne fait aucune mention du droit des femmes !

Certes l'article 1^{er} de la DUDH va essayer de rappeler celui de 1789 :

Article premier Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

On notera qu'ici, le verbe *demeurer* a été rejeté : c'est la phrase de Mounier qui y est recomposée.

La fraternité est placée avec le soutien de la Chine...

La DUDH est finalement un travail de synthèses et de compromis assez éloigné du contexte de la Révolution Française.

Elle est plus l'expression du droit anglais, dans ses les garanties procédurales.

L'influence de la DDHC dans la Constitution de 1958 qui y renvoie par son préambule.

La jurisprudence du Conseil Constitutionnel y fait dès lors référence :

- 1971 annulation d'une partie de la loi sur les association, le Conseil Constitutionnel se fonde sur le préambule de la Constitution et la DDHC.

Vu la Constitution et notamment son préambule (...).2. Considérant qu'au nombre des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et solennellement réaffirmés par le préambule de la Constitution il y a lieu de ranger le principe de la liberté d'association ; que ce principe est à la base des dispositions générales de la loi du 1er juillet 1901 ...

- Le Conseil Constitutionnel a commencé à exploiter les ressources de l'article 4 de la DDHC, en le déclinant en liberté d'expression de pensée de communication ou même liberté d'entreprendre.

- L'article 8 fonde la légalité des peines et la non rétroactivité des loi. Il est exploité à partir des années 1980 : le Conseil Constitutionnel renforce les principes de la DDHC avec d'autres principes, faisant de l'autorité judiciaire une gardienne des libertés. Le CC se réfère à l'article 66 de la Constitution ET à l'article 2 DDHC, qui fait de la liberté et de la sûreté un des droits de l'Homme.

⁴ Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

- Cet article 2 est fréquemment utilisé par le Conseil Constitutionnel pour sanctionner les lois sur l'immigration , les contrôles d'identité, les fouilles sur les véhicules.
- Les articles 10 et 11 sur la liberté d'expression sont plus récemment utilisés, concernant les lois sur la Presse et l'audiovisuel, ainsi que pour l'annulation d'une disposition de la loi Savary du 26 janvier 1984 sur l'enseignement.